

**Le convoi humanitaire vers
l'Artsakh (Haut-Karabagh)**

A l'appel des autorités de la République d'Arménie et d'Artsakh, et du Conseil de Coordination des organisations Arméniennes de France (CCAF), le Maire de Paris a fédéré autour d'elle une vingtaine d'élus de collectivités territoriales françaises - la Région Auvergne Rhône Alpes, la Région Ile-de-France, la Région Hauts de France, la Région Sud, la Région Occitanie ainsi que les Maires de Strasbourg, Lyon et Marseille - afin de constituer un convoi humanitaire à destination des Arméniens d'Artsakh. L'UGAB a organisé ce dispositif en étant la cheville ouvrière de la constitution et de l'acheminement de ce convoi humanitaire jusqu'à la frontière.

Une opération humanitaire de grande ampleur

Fidèle à sa mission séculaire, l'UGAB a été au centre d'une opération humanitaire de grande ampleur en soutien aux Arméniens d'Artsakh. Depuis le 12 décembre 2022, le blocus du corridor de Latchin par l'Azerbaïdjan a provoqué une crise humanitaire et sanitaire de grande ampleur qui démontre à nouveau l'ambition génocidaire menée par le dictateur Aliyev. Alertés par les autorités d'Artsakh, d'Arménie et par la communauté internationale, l'UGAB a immédiatement pris les mesures en son pouvoir pour répondre à l'urgence de la situation et tirer la sonnette d'alarme.

A l'occasion de la commémoration du génocide arménien à la Mairie de Paris, l'UGAB France répondait à l'appel de la Maire de Paris, Anne Hidalgo, de constituer un convoi humanitaire mené par les élus des grandes collectivités territoriales françaises. Grâce à l'action de la branche arménienne de l'UGAB, 10 camions furent mobilisés et composés de produits identifiés comme nécessaires par les autorités d'Artsakh avec lesquelles elles sont en lien étroit : des produits de première nécessité non périssables, en particulier du lait infantile, des générateurs électriques, des pompes et des chauffe-eaux solaires ainsi que des vêtements chauds pour prévenir l'arrivée de l'hiver, particulièrement rude. Le financement du convoi fut permis par le soutien financier des Régions - Hauts de France, Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Sud - et des villes de Paris, Strasbourg, Lyon et Marseille. L'UGAB France tient à remercier ses partenaires de longue date pour leur soutien indéfectible à l'endroit des Arméniens d'Artsakh et à saluer le professionnalisme de l'UGAB Arménien.

L'UGAB, représentée par la Co-Présidente de l'UGAB France Nadia GORTZOUNIAN et le Président de l'UGAB Arménien, Vasken YACOUBIAN, étaient tous deux présents au sein de la délégation des élus français en Arménie qui s'est rendue jusqu'à Korridor. Aux côtés du Ministre des Affaires Étrangères d'Artsakh et du Gouverneur du Syunik, ils ont pu présenter la situation aux élus et répondre à la presse afin qu'ils puissent agir. A l'issue de ce voyage, et face au refus des autorités azéris d'ouvrir le corridor de Latchin, les élus français diffusaient un appel au Président de la République Emmanuel Macron afin qu'il s'adresse dans les plus brefs délais le Conseil de Sécurité de l'ONU via une résolution demandant l'ouverture immédiate et inconditionnelle du corridor, permettant l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation des biens et des personnes.

Poursuite des combats

Le lendemain du déplacement des élus français à la frontière arménienne, l'Azerbaïdjan répliquait par des tirs à la frontière arménienne sur le village de Sotk, faisant quatre morts parmi les soldats arméniens. Cette nouvelle agression témoignait une nouvelle fois de la volonté génocidaire de l'Azerbaïdjan. A l'aide humanitaire, l'Azerbaïdjan répondait ainsi par la fureur des armes et la mort.

Pour les élus français, au premier rang desquels Anne Hidalgo, Xavier Bertrand, Bruno Retailleau, Jeanne Barthelemy et Michèle Bahibola, il y a urgence. « Ce qui est en train de se passer est qualifié comme tel par les experts internationaux comme un début de génocide » selon Anne Hidalgo. Xavier Bertrand, Président de la Région des Hauts de France s'indigne à son tour de l'indifférence internationale. « La communauté internationale ne bouge alors que faut-il ? Avoir d'ici quelques semaines, quelques mois des centaines de morts, des enfants qui n'ont pas accès à la nourriture, des gens qui n'ont pas accès aux soins pour que tout le monde se réveille ? ».

Une situation qualifiée de « génocide » par les experts internationaux

Cette action humanitaire s'inscrit dans un champ d'initiative plus large de l'UGAB. Alors que se tenait le 16 août dernier une réunion d'urgence sur la situation humanitaire au Conseil de Sécurité de l'ONU, le Président mondial de l'UGAB Berge Setrakian adressait au ensemble de courriers aux grands décideurs internationaux. Cette réunion faisait suite à la publication du rapport de Luis Moreno Ocampo, ancien procureur de la Cour Pénale Internationale (CPI) qui caractérisait les actes commis par l'Azerbaïdjan comme étant la définition du génocide - famine, privation des moyens vitaux et entrave aux interventions humanitaires d'urgence - et insiste sur le fait que la menace génocidaire est imminente.

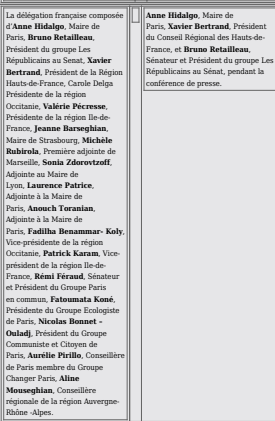
Dès le lendemain de cette réunion à l'ONU, Berge Setrakian adressait un courrier au Secrétaire d'Etat américain Antony Blinken et au Président français Emmanuel Macron. « Le temps des déclarations diplomatiques, des dénégations publiques, des nobles résolutions est terminé. En réponse à sa violation flagrante du droit international et des Droits de l'Homme, l'Azerbaïdjan est visiblement vu dans la réaction haine de la communauté internationale une permission facile et pourrative son entreprise d'éradication des Arméniens d'Artsakh. Le moment est venu d'empêcher un nouveau crime contre l'Humanité, avant qu'il ne soit trop tard. »

De même, Berge Setrakian a adressé un courrier aux représentants aux Nations Unies et au Conseil de Sécurité de l'ONU afin qu'ils qualifient le blocus de génocide et puissent s'appuyer sur la Convention des Nations Unies sur le Génocide de 1948 et ainsi prendre toutes les mesures en leur pouvoir pour empêcher l'Azerbaïdjan de mener à bien son fustesse dessein.



La délégation française composée d'Anne Hidalgo, Maire de Paris, Bruno Retailleau, Président du groupe Les Républicains au Sénat, Xavier Bertrand, Président de la Région Hauts-de-France, Carole Delga, Présidente de la région Occitanie, Valérie Péresse, Présidente de la région Ile-de-France, Jeanne Barthelemy, Maire de Strasbourg, Michèle Bahibola, Première adjointe de Marseille, Sonia Zhevezotzoff, Adjointe au Maire de Lyon, Laurence Patrie, Adjointe à la Maire de Paris, Anousch Toranian, Adjointe à la Maire de Paris, Fadila Benammar-Koly, Vice-présidente de la région Occitanie, Patrick Karam, Vice-président de la région Ile-de-France, René Freund, Sénateur et Président du Groupe Paris en commun, Fatoumata Koné, Présidente du Groupe Ecologiste de Paris, Nicolas Bennet - Ouladj, Président du Groupe Communiste et Citoyen de Paris, Aurélie Pirella, Conseillère de Paris membre du Groupe Changier Paris, Aline Moussaphian, Conseillère régionale de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Anne Hidalgo, Maire de Paris, Xavier Bertrand, Président du Conseil Régional des Hauts-de-France, et Bruno Retailleau, Sénateur et Président du groupe Les Républicains au Sénat, pendant la conférence de presse.



Check-point illégal azerbaïdjanais bloquant le corridor de Latchin.

Les 10 camions du convoi humanitaire sur la route de Korridor.

A propos de l'UGAB
L'Union Générale Arménienne de Bienfaisance (UGAB) est la plus grande ONG dédiée à la promotion et à la préservation du patrimoine arménien. Présente dans plus de 36 pays et 70 villes, l'UGAB impacte la vie de 500 000 personnes par an en Arménie, en Artsakh et dans la diaspora, grâce à ses programmes éducatifs, culturels et humanitaires. Depuis sa création en 1906, l'UGAB est restée fidèle à son objectif initial : permettre la prospérité des Arméniens du monde entier.